



Centre de Traitement Informatique Sud

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Services d'entretien des espaces verts du Centre de Traitement Informatique Sud

MARCHÉ N°2025-007

Organisme :

Centre de Traitement Informatique Sud (CTI Sud)

1 impasse Henri RAMET













31100 TOULOUSE

N° SIRET : 400 118 493 00016

Marché à procédure adaptée passé en application de l'article R. 2123-1 du Code de la commande publique

Lot 2 : Marché réservé en application des articles L2113-12 et R2113-7 du Code de la commande publique

SYNTHESE DU CONTRAT

	<p>Marché composite</p> <p>Lot 1 : Accord-cadre à bons de commande</p> <p>Lot 2 : Partie ordinaire et partie accord-cadre mono-attributaire à bons de commande</p> <p>Services d'entretien des espaces verts du Centre de Traitement Informatique Sud</p>
	<p>CTI Sud</p> <p>1 impasse Henri RAMET</p> <p>31100 TOULOUSE</p>
	<p>Le marché inclut des considérations environnementales (clause + critère)</p>
	<p>Le marché inclut des considérations sociales (lot 2 réservé)</p>
	<p>Marché passé en procédure adaptée : articles L.2123-1, R.2123-1 suiv. CCP</p> <p>CCAG Applicable : FCS</p>
	<p>CTI Sud</p> <p>1 impasse Henri RAMET</p> <p>31100 TOULOUSE</p>
	<p>Le marché est alloti en 2 lots</p>
	<p>La durée du marché est de 12 mois</p> <p>Il est reconductible tacitement 3 fois pour la même durée (max 4 ans)</p>
	<p>Le marché est à prix mixtes</p>
	<p>Le marché comporte une clause de révision des prix</p>
	<p>Tranches : NON</p> <p>PSE : NON</p> <p>Variantes : NON</p> <p>Prestations similaires : OUI</p>
	<p>Le lot n°2 est réservé à une profession particulière</p>

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHÉ PUBLIC	5
ARTICLE 2	MODE DE PASSATION DU MARCHÉ PUBLIC	5
ARTICLE 3	FORME DU MARCHÉ PUBLIC	5
ARTICLE 4	ALLOTISSEMENT	6
ARTICLE 5	LIEU D'EXECUTION	6
ARTICLE 6	DURÉE	6
ARTICLE 7	DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHÉ	7
7.1	Pièces Particulières	7
7.2	Pièces générales	7
ARTICLE 8	PRIX	7
8.1	FORME DU PRIX	7
8.2	CONTENU DES PRIX	8
8.3	MODALITES DE VARIATION DES PRIX	8
ARTICLE 9	MODALITES DE PAIEMENT	9
9.1	MODALITES DE FACTURATION	9
9.2	DELAÏ DE REGLEMENT	11
ARTICLE 10	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	11
10.1	REPRESENTATION DES PARTIES	11
	Représentation de l'acheteur	11
	Représentation du titulaire	12
	Responsable	12
	Inspecteur	12
	Contremaître	12
10.2	REMPLACEMENT DES INTERVENANTS	12
10.3	GREVES	12
10.4	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	13
10.4.1	Obligation de résultat	13
10.4.2	Obligations générales du titulaire quant au personnel	13
10.4.3	Liste nominative du personnel	14
10.4.4	Responsabilité exclusive du titulaire à l'égard du personnel	14
10.4.5	Obligations de conseil	15
10.4.6	Obligations d'information	15
10.4.7	Obligation de confidentialité	15
10.5	MESURES DE SECURITE	15
10.6	PLAN DE PREVENTION	16
10.7	PLAN DE CONTINUITE D'ACTIVITE	16
10.8	BIENS	16
10.9	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	16
10.10	PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS ET SURSIS A EXECUTION	16
10.11	CALENDRIER DES PRESTATIONS	17
10.12	CADRE D'INTERVENTION	17
10.13	EXIGENCES RELATIVES AUX PRESTATIONS	17
ARTICLE 11	CLAUDE ENVIRONNEMENTALE	17
ARTICLE 12	CERTIFICATS	17
ARTICLE 13	LANGUE	17
ARTICLE 14	ASSURANCE	18
ARTICLE 15	SOUS-TRAITANCE	18
ARTICLE 16	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	18
16.1	OPERATION DE VERIFICATION	18
16.2	DECISION APRES VERIFICATION	19
ARTICLE 17	PENALITES	19
17.1	PENALITES LIEES A L'EXECUTION DES PRESTATIONS	20
17.2	PENALITES DIVERSES	21

17.3 APPLICATION DE REFACTIONS.....	22
17.4 APPLICATION DE REFACTIONS DEROGATOIRES	22
ARTICLE 18 RESILIATION	23
ARTICLE 19 REGLEMENT DES LITIGES	23
ARTICLE 20 DEROGATIONS AU CCAG-FCS	23

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché a pour objet l'entretien des espaces verts du Centre de Traitement Informatique Sud.

Les prestations attendues portent sur l'ensemble des espaces verts détenus par le CTI Sud notamment les pelouses, les arbres, les haies, le réseau d'arrosage.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le titulaire du présent marché public s'engage à une obligation de résultat pour exécuter les prestations objet du présent marché dans les conditions définies ci-après et au cahier des clauses techniques particulières. Cette obligation de résultat s'applique aux surfaces susceptibles d'être rattachées au marché. Le marché public porte sur des prestations de services.

Le lot 2 est réservé aux entreprises adaptées (EA), aux établissements et service d'aide par le travail (ESAT) ou toutes structures équivalentes employant des personnes handicapées (relevant des articles L5213-13 du Code du Travail et L344-2 de Code de l'action sociale et des familles), en application des articles L2113-12 et R2113-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 2 MODE DE PASSATION DU MARCHE PUBLIC

La présente consultation est lancée sous la forme d'une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et des articles L 2123-1 et R 2123-1 1°) du code de la commande publique.

Le lot n°2 est un marché réservé en application des articles L2113-12 et R2113-7 du Code de la commande publique.

L'acheteur se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à un marché de de services sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R 2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 3 FORME DU MARCHE PUBLIC

Le lot n°1 du présent marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande conclu pour les montants suivants :

Lot	Montant minimum annuel (€)	Montant max annuel (€)
1 - Entretien technique	0	10 000

Le lot n°2 du présent marché est un :

- Marché ordinaire à prix forfaitaires pour les prestations récurrentes ;
- Accord-cadre mono-attributaire à bon de commande pour les prestations ponctuelles conclu pour les montants suivants :

Lot	Montant minimum annuel (€)	Montant max annuel (€)
2 – Entretien simple	0	15 000

Il s'agit d'un marché public de service au sens de l'article de l'article L.1111-4 du code.

Il est mixte.

Le montant total estimatif du marché public par lot s'élève à :

- Lot n°1 : Entretien technique : 20 000 € HT
- Lot n°2 : Entretien simple : 72 000 € HT

Le montant estimatif susvisé ne saurait lier contractuellement l'organisme bénéficiaire.

ARTICLE 4 ALLOTISSEMENT

Conformément à l'article L.2113-10 du code de la Commande Publique, le présent marché est composé de 2 lots, selon la décomposition suivante :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
<i>1</i>	<i>Entretien technique</i>
<i>2</i>	<i>Entretien simple</i>

Chaque lot constituera un marché. Les candidats pourront présenter une offre pour un, plusieurs ou la totalité des lots.

Les candidats ne peuvent présenter d'offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

L'attribution de chaque lot donnera lieu en principe à l'établissement d'un marché distinct, notamment la signature d'un acte d'engagement (AE) engageant respectivement chacun des cocontractants envers l'acheteur.

Toutefois, conformément à l'article R2113-1 et à l'article L2113-10 du code de la Commande Publique, si plusieurs lots sont attribués à un même Titulaire, il sera possible de ne signer, avec ce Titulaire, qu'un seul marché regroupant tous ces lots.

Par le seul fait d'avoir soumissionné, le titulaire reconnaît avoir procédé à un examen complet et détaillé des documents composant le marché à procédure adaptée et s'être pleinement rendu compte des contraintes et obligations dans lesquelles doivent s'effectuer les prestations, objet du marché.

Le titulaire du marché s'engage à se conformer aux conditions figurant dans le CCAP et le CCTP. Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation ni prétendre à une quelconque indemnité du fait de l'exécution du marché.

ARTICLE 5 LIEU D'EXECUTION

Les prestations, objet du présent marché, seront exécutées sur les espaces verts détenus par l'organisme du Centre de Traitement Informatique de Toulouse, situé 1 impasse Henri Ramet, 31100, Toulouse.

ARTICLE 6 DUREE

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an, allant du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026. Il est reconductible trois (3) fois pour une période d'un an.

La reconduction se fera tacitement. En cas non de reconduction, le pouvoir adjudicateur en informera le prestataire par lettre recommandée avec accusé de réception deux mois au moins avant la fin de la période en cours. Le candidat ne pourra prétendre à aucune indemnisation en cas de dénonciation du contrat dans les délais prévus.

ARTICLE 7 DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS les 2 lots sont constitués des documents contractuels énumérés ci-dessous, prévalent selon l'ordre de priorité suivant :

7.1 Pièces Particulières

- Un Acte d'Engagement (ATTRI1),
- Pour le lot 1, un BPU,
- Pour le lot 2, une DPGF et un BPU,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- L'offre technique du titulaire, constituée du « cadre de réponse technique » pour chacun des lots dûment complétés, étant précisé que ce cadre de réponse technique prévaut sur toute autre éventuelle documentation technique (autres annexes, mémoire technique...) présentée en dehors du cadre de réponse technique ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance postérieurs à la notification du marché,
- Les éventuels avenants,
- Les bons de commandes,

7.2 Pièces générales

- Le Code de la commande publique,
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G.- F.C.S.) arrêté du 30 mars 2021,
- Les normes françaises AFNOR et européennes homologuée ou autres normes reconnues équivalentes applicables en France.

Les candidats déclarent connaître parfaitement ces documents bien qu'ils ne soient pas joints à la publicité.

Toute clause, portée dans les tarifs du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure. L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives de l'acheteur, fait seul foi.

ARTICLE 8 PRIX

8.1 Forme du prix

Pour le lot n°1, les prix du marché sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU). Le marché sera réglé par application des prix unitaires figurant au bordereau des prix aux quantités réellement mises en œuvre.

Pour le lot n°2, les prix du marché sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans la

Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF) et le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Les prix des prestations sont distingués entre :

- Une partie forfaitaire sur la base de la DPGF (Décomposition du prix global et forfaitaire) pour la partie prestations récurrentes ;
- Une partie unitaire sur la base des prix indiqués dans le BPU et du nombre de prestations ponctuelles commandées ;

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date d'exécution des prestations. Le titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une erreur d'appréciation pour obtenir une modification des prix du marché.

Il est rappelé qu'au terme de l'article R2112-6 du Code de la commande publique, un prix forfaitaire est un prix « *appliqué à tout ou partie du marché, quelles que soient les quantités livrées ou exécutées* ».

Par conséquent, le titulaire s'engage à effectuer une prestation pour le forfait proposé, quelles que soient les quantités réellement livrées ou exécutées. Dans ce cas, le CTI Sud ne pourra pratiquer une réfaction sur le prix en cas de diminution des quantités mises en œuvre.

A l'inverse, le titulaire ne peut obtenir un supplément de prix au motif que les quantités réellement livrées ou exécutées pour la prestation sont supérieures à celles qu'il avait prévues (sauf ajout d'un site ou d'une prestation supplémentaire au marché par avenant, ou circonstances exceptionnelles dûment justifiées).

Pour les prestations à bons de commande, le marché sera réglé par application des prix unitaires figurant au bordereau des prix aux quantités réellement mises en œuvre.

Pour rappel chaque marché est conclu à obligation de résultat, dès lors si les moyens proposés s'avèrent insuffisants, ils devront être augmentés sans aucune incidence financière sur le marché.

8.2 Contenu des prix

Les prix indiqués dans le BPU et la DPGF comprennent toutes les dépenses de main-d'œuvre, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses ainsi que les risques d'accident personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

8.3 Modalités de variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix du marché, qu'ils soient forfaitaires ou unitaires, sont fermes la première année d'exécution du marché.

Puis, tous les lots sont révisables annuellement à la date anniversaire du début d'exécution des prestations par application au(x) prix du marché de la formule suivante :

$$P(rev) = P(init) \times \left[\frac{001711017(drev)}{001711017(dinit)} \right]$$

Avec

- Pinit : Prix initial
- Prev : Prix révisé
- dinit : date de remise des offres du marché

- dact : date d'actualisation du marché
- 001711017 : Index divers de la construction – EV4 – Travaux d'entretien d'espaces verts

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression par l'INSEE (ou par un organisme habilité) d'un indice et de son remplacement par un autre indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié par courrier au titulaire par le CTI Sud. Le titulaire disposera d'un délai de 21 jour calendaire pour formuler par écrit son éventuel désaccord. Passé ce délai, l'absence de réponse de celui-ci vaudra acceptation du nouvel indice. En cas de désaccord exprimé dans le délai ci-dessus, les parties devront trouver un accord par avenant.

À la date mentionnée dans la périodicité de révision des prix, le titulaire adresse au CTI Sud par courriel en priorité ou courrier en recommandé avec accusé de réception, courriel à l'adresse suivante : 1 impasse Henri RAMET, 31100 TOULOUSE, la valeur du coefficient de révision, calculé au moyen de la formule de révision des prix susvisée. Le silence du CTI Sud dans un délai de vingt et un jours calendaires à compter de la réception du courrier de révision vaut acceptation de celles-ci.

En cas de refus de la proposition de révision du titulaire, le CTI Sud lui fait sa proposition dans les meilleurs délais.

En l'absence de courrier de la part du titulaire dans un délai de vingt et un jours calendaires à compter de la date anniversaire de notification du marché, le CTI Sud lui transmet la valeur du coefficient de révision calculé à l'aide de la formule figurant au présent CCAP. La valeur du coefficient de révision, calculé au moyen de la formule de révision des prix, est appliquée sur le montant de chaque facture.

Clause de sauvegarde : Dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation supérieure à 10 % à adapter par l'acheteur, l'accord-cadre pourra être résilié, par CTI Sud, sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations.

ARTICLE 9 MODALITES DE PAIEMENT

9.1 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après attestation du service fait par le CTI Sud.

Les factures seront établies mensuellement tel que détaillé dans le CCTP.

Le montant des redevances forfaitaire et unitaire se compose des prestations réellement exécutées et est facturable et payable mensuellement à terme échu.

Les prestations sont payables après attestation du « service fait » par l'organisme.

En application des dispositions de l'article L.2192-3 et L.2392-3 du Code de la commande publique, le titulaire est invité à transmettre des factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée. Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, l'Organisme informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, l'Organisme informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à ré adresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro d'engagement qui correspond au numéro **2025-007**
- Le numéro de SIRET qui correspond au numéro **400 118 493 00016**

À défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent marché ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter :

- Le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>
- L'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://communautechoruspro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le Titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/rubrique> « nous contacter »

Une assistance téléphonique est disponible au numéro suivant : 04.77.78.39.57 (du lundi au vendredi de 9h00 à 19h00).

Contenu des factures :

Les factures comprennent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro et l'intitulé du marché ;
- la référence du bon de commande (le cas échéant) ;
- le nom du destinataire de la commande ;
- la désignation de l'émetteur du bon de commande (le cas échéant) ;
- la date des prestations, nature des prestations, sites concernés ;
- les quantités ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire, par poste de facturation ;
- le(s) taux de remise ;
- le montant hors TVA des fournitures livrées ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des fournitures livrées ;

Les factures ne sont adressées par le titulaire qu'après exécution des prestations.

Les intérêts éventuellement dus par le CTI Sud pour retard ne sauraient courir qu'à partir de la date de réception effective de la facture et éventuellement après vérification s'il s'agit d'une facture litigieuse.

Taux de TVA : Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Monnaie : L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours, à compter de la date de réception des factures conformément aux articles R.2192-10 et R.2192-12 du code de la commande publique.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations conformément à l'article R.2192-13 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2192-27 du code de la commande publique, lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par le pouvoir adjudicateur.

Ce délai sera interrompu en cas de contestation de facture de la part du CTI Sud, signifié par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception conformément à l'article R.2192-28 du code de la commande publique.

9.2 Délai de règlement

Conformément aux articles R 2191-21 à 22 et R 2191-26 du Code de la commande publique, le paiement des acomptes, des règlements partiels et du solde interviendra, dans un délai global de 30 jours maximum à compter de la réception, par le maître d'ouvrage, de la demande, dans les conditions fixées à l'article 6.2 du présent CCAP.

Le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le paiement des acomptes et du solde sera effectué par l'agent comptable de l'organisme après ordonnancement de la somme par l'ordonnateur, à savoir son Directeur.

A l'expiration du délai de paiement, le maître d'œuvre a droit automatiquement au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles L 2192-13, R 2192-31 à 34 et D 2192-35 à 36 du code de la commande publique.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros par facture.

Les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1^{er} jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points de pourcentage.

ARTICLE 10 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1 Représentation des parties

Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par le CTI Sud est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification du marché. Le CTI Sud notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification du marché.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

Responsable

Le marché est placé sous la conduite d'un responsable qui est l'interlocuteur direct auprès de l'organisme.

Il est présent sur le site sur convocation de l'acheteur et a un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du titulaire.

Il participe aux réunions de suivi avec le représentant de l'organisme.

Le responsable est assisté par un inspecteur nommément désigné chargé du suivi des prestations. Il doit être présent sur convocation de l'organisme et participe aux réunions de suivi.

Inspecteur

L'inspecteur est responsable :

- de la mise en application des méthodes préconisées par le titulaire,
- du contrôle de la qualité des prestations,
- de la vérification de la prise en compte des doléances des usagers de la sécurité du personnel et des biens.

Contremaître

Un contremaître ou chef d'équipe est chargé :

- de l'organisation du travail,
- de la préparation et du suivi des prestations quotidiennes,
- de la prise en compte des doléances des usagers,
- de la discipline du chantier et du personnel,
- du respect des objectifs qualitatifs définis dans le CCTP.

Le titulaire décrira précisément les fonctions du contremaître en précisant la manière dont il participe au travail de l'équipe.

Il est précisé que le personnel du titulaire est sous le contrôle et la responsabilité de l'encadrement défini ci-dessus.

10.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le CTI Sud se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. Le CTI Sud se réserve le droit d'exiger du Titulaire du contrat, le retrait ou le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles édictées dans le CCAP ou le CCTP. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants. Le remplaçant est soumis à l'approbation du CTI Sud. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 1 mois à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

10.3 Grèves

En cas d'arrêt de travail pour faits de grèves de salariés, il appartient au titulaire du marché, au premier jour de la grève, d'assurer l'intégralité des prestations prévues au marché en accord avec le CTI Sud bénéficiaire des prestations.

Dans ces conditions, le titulaire du marché sera tenu de présenter pour le site les moyens et modalités d'organisation qu'il envisage de mettre en place pendant la durée de la grève. Les moyens d'organisation du service seront soumis à l'agrément écrit de la Direction locale du site.

Ces moyens d'organisation feront l'objet de réorganisation locale au fur et à mesure de la poursuite du conflit. Le titulaire prévoit un plan BIS dégradé en cas de grève. En cas d'arrêt de travail, le titulaire devra assurer, les prestations définies indispensables au maintien de l'hygiène et de la sécurité des patients et des bâtiments, selon les fréquences établies en accord avec le CTI Sud.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, le site y pourvoira par tous les moyens qu'il jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer par ses propres moyens le service.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par le CTI Sud par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

10.4 Obligations du titulaire

10.4.1 Obligation de résultat

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour l'obtention du résultat défini dans le cahier des clauses techniques particulières.

Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation d'une prestation conforme, à ses frais et sans augmentation des montants.

En effet, les moyens et modalités décrits dans le CCAP, le CCTP ou les documents qui y sont cités ne sont que des moyens minimums, ce ne sont que des indications nécessaires au titulaire pour satisfaire à ses obligations, les moyens ne sont donc pas limitatifs, ils ne sont qu'indicatifs. Le respect de ces moyens ne peut suffire au titulaire pour se dégager de sa responsabilité qui reste pleine et entière dès lors que le résultat escompté n'est pas obtenu.

10.4.2 Obligations générales du titulaire quant au personnel

Les prestations seront exécutées sous l'entière responsabilité du titulaire qui devra se conformer strictement :

- aux prescriptions des Cahiers des Clauses Administratives et Techniques Particulières pour l'exécution des prestations ;
- à la loi n°98-349 du 11 mai 1998 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile ; la loi n° 2003-1119 du 26 novembre 2003 relative à la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers en France et à la nationalité.
- à la loi n° 91-1383 du 31 décembre 1991 renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France ; au décret n° 92-508 du 11 juin 1992 relatif au travail clandestin et modifiant le code du travail ; au décret 97-638 du 31 mai 1997 pris pour l'application de la loi n°97-210 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal.
- à la loi n°2003-239 du 18 mai 2003 pour la sécurité intérieure.
- à ce que la proportion des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution.
- Aux textes réglementaires parus ou à paraître relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions du travail dans l'entreprise et notamment ceux qui ont trait à la prévention, l'hygiène et à la sécurité du personnel.
- Le titulaire doit faire bénéficier tout son personnel de toutes les lois sociales en vigueur ou à intervenir pendant la durée du marché, notamment les articles du Code du travail :
 - L8241-1 à L8243-2 relatifs au « prêt illicite de main d'œuvre »,
 - L8231-1 à L8234-2 relatifs au « délit de marchandage »,
 - L8221-1 à L8222-7 relatifs au « travail dissimulé »,
 - L8251-1 à L8256-8 relatifs à « l'emploi de salariés étrangers sans titre de travail »,
 - D8254-1 à D8254-6 relatifs à « la vérification préalable »,
 - L4741-1 à L4741-14 relatifs aux « infractions aux règles de santé et de sécurité ».

L'exécution des prestations se fait dans le respect des normes et règlements en cours et à venir. La responsabilité du titulaire peut être engagée dans la mesure où il apparaît qu'il n'a pas procédé aux vérifications qu'un responsable de recrutement normalement avisé mettrait en œuvre pour l'emploi d'une qualification déterminée et qu'il en résulte un préjudice pour l'acheteur.

10.4.3 Liste nominative du personnel

Le Titulaire fournit au CTI Sud la liste nominative des personnels intervenant dans le cadre des prestations et sur laquelle est reportée la qualification correspondante de chacun d'entre eux. Cette liste est mise à jour à chaque modification de personnel.

La première liste est fournie dans un délai de 15 jours ouvrables à compter de la date de notification du marché.

En cas de remplacement du personnel du Titulaire désigné à l'exécution des prestations d'entretien par un personnel intérimaire, le Titulaire est tenu d'informer le CTI Sud de sa planification et de fournir les justificatifs attestant la bonne formation de ses employés aux prestations à exécuter. Toute absence et tout remplacement, même de courte durée, devront être impérativement et promptement signalés à l'établissement soit avant le départ de l'agent dans l'hypothèse de congés programmés ou le jour même en cas de maladie, d'absences imprévues.

En cas d'absence d'un agent d'exécution, et pour quelque motif que ce soit, il sera remplacé par un agent de qualification équivalente ou ayant acquis la formation des procédures dans les zones de son affectation. Chaque nouvel agent sera présenté à son service d'affectation par l'encadrement, lors de sa prise de poste muni de son certificat d'aptitude médicale.

10.4.4 Responsabilité exclusive du titulaire à l'égard du personnel

Le personnel affecté par le Titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure en toutes circonstances et en tout lieu placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusive du Titulaire. Il est soumis aux dispositions de la convention collective applicable à l'activité du Titulaire. Il est rémunéré par ce dernier, et bénéficie des mêmes droits et avantages que ses autres collaborateurs, y compris au regard des institutions du personnel du Titulaire.

Le CTI Sud ne peut être amené à lui dispenser des directives techniques que dans la limite de ce qui est nécessaire à la prise en compte de son environnement et des bonnes liaisons avec sa propre organisation.

Le personnel du Titulaire est soumis aux règlements intérieurs du CTI Sud en particulier aux règles d'accès et de circulation qui lui seront communiquées le CTI Sud.

Seuls devront être utilisés par le personnel de l'entreprise les parcours, accès et locaux désignés, étant entendu qu'il est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit dans les autres zones du CTI Sud.

Le Titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

De même, les dégâts de toute nature produits à l'occasion de son intervention sur site seront à sa charge. Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des prestations, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances.

Nonobstant ce qui précède, et afin de respecter leur propre sécurité et celle des tiers, le personnel du Titulaire réalisant les prestations est soumis aux règles d'hygiène et de sécurité et aux règles d'organisation applicables dans les locaux du siège du CTI Sud.

Tenues de travail et équipement de protection

Le personnel devra effectuer les opérations d'entretien prévues au marché dans une tenue correcte et adaptée, mise à disposition et entretenue par le titulaire du marché. Chaque agent devra avoir à sa disposition un nombre de tenues suffisant pour garantir une tenue sécurisée quotidiennement.

Ce point est également exigé pour le personnel en remplacement d'un agent absent.

Le prestataire fournit à son personnel l'ensemble des Equipements de Protection Individuelle (EPI) nécessaires et utiles pour éviter tout accident lors de la réalisation des prestations.

Visites médicales d'embauche

Le titulaire doit obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction, ou au plus tard avant la fin de la période d'essai.

Il soumet, par ailleurs, son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur. Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique sont consignées par le titulaire sur un registre spécial.

Travailleurs d'aptitude physique restreinte

La proportion de travailleurs d'aptitude restreinte par rapport au nombre total de travailleurs de la même catégorie employés dans le cadre de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché ainsi que leur rémunération et leur statut, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

10.4.5 Obligations de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

10.4.6 Obligations d'information

Le titulaire est tenu de signaler au CTI Sud tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

10.4.7 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du CTI Sud divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le CTI Sud pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

10.5 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Le CTI Sud et le titulaire s'engagent à respecter les dispositions légales en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité et plus particulièrement les prescriptions dans cette matière applicables aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (Cf. Articles R4511-1 à R4515-11 du code du travail).

Par ailleurs, le titulaire s'engage à respecter les dispositions légales portant sur les conditions de travail et sur la durée du travail effectuée, selon un cycle continu. De la même façon, l'administration s'engage à ne pas faire obstacle à l'application desdites prescriptions et dispositions.

L'Entreprise devra instruire l'ensemble de son personnel de tous les impératifs et règles de sécurité prévus par la législation du travail, et notamment les doter des équipements prévus par la réglementation hygiène et sécurité.

Les portes coupe-feu ne devront pas être obturées ni encombrées.

Les zones susceptibles de demeurer glissantes durant un certain temps après intervention (notamment après un balayage humide) devront faire l'objet, à l'initiative de l'Entreprise, d'un balisage. Ce balisage devra

indiquer de manière évidente et suffisamment voyante le caractère périlleux pour les personnes des dites zones.

Dès le début du marché, l'entreprise devra communiquer au CTI Sud les fiches techniques de tous les produits d'entretien utilisés.

Des clés sont confiées au titulaire pour l'exécution des prestations. En cas de perte, le remplacement des clés et des serrures sera à la charge du titulaire.

Les portes des bureaux, salles de commission et de bibliothèque, etc. devront être scrupuleusement refermées à clé après chaque intervention, sauf prescription différente de l'administration.

10.6 Plan de prévention

Le démarrage de la prestation fait l'objet d'un plan de prévention qui est établi à l'initiative du pouvoir adjudicateur en collaboration avec le titulaire dans un délai maximum de 30 jours à compter de la notification du marché. Ce plan de prévention applicable au marché est validé avant toute intervention sur le site. Toute l'attention du titulaire est mobilisée dans le cadre de la réalisation des prestations pour que son personnel ne travaille pas de manière isolée.

10.7 Plan de continuité d'activité

Dans les trois mois suivant la date de notification du marché au titulaire, celui-ci devra avoir rédigé et présenté à l'acheteur un plan de continuité d'activité (PCA) de l'entreprise, indiquant les mesures prises pour que la prestation effectuée ne soit pas ou très peu dégradée, quels que soient les incidents ou accidents humains, technologiques ou naturels qu'aurait à subir le titulaire lors d'une crise.

Avant l'élaboration du PCA par le titulaire, une réunion préalable sera organisée avec les services du CTI Sud à cet effet afin de lui préciser les attendus du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage à tenir à jour ce PCA et à communiquer sans délai toute modification impactant sa prestation sur les sites du pouvoir adjudicateur.

10.8 Biens

Toutes précautions sont prises pour que l'état des immeubles, aménagements, machines (dont réseau d'arrosage) ne soit pas altéré par les opérations d'entretien.

10.9 Modalités d'exécution des prestations

Les prestations seront dispensées conformément aux plannings communiqués par le titulaire dans son mémoire technique/aux dispositions du CCTP (à choisir par l'organisme).

La date de début d'exécution des prestations est fixée au 1^{er} janvier 2026.

La notification du marché vaut bon de commande annuel pour les prestations forfaitaires.

10.10 Prolongation du délai d'exécution des prestations et sursis à exécution

Conformément aux dispositions de l'article 13.3 et suivant du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut prolonger le délai contractuel :

- **si** le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure ;
- **et à condition** que le titulaire en ait formulé la demande dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle sont apparues les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. L'acheteur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Aussi, aucune demande de prolongation du délai d'exécution ou de sursis du délai d'exécution ne peut être

présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

10.11 Calendrier des prestations

Le titulaire doit soumettre à l'agrément de l'acheteur, 15 jours au plus tard après la notification du marché, le calendrier mensuel des prestations.

Ce calendrier mensuel doit être mis à jour périodiquement suivant l'expérience acquise sur le site et le degré de satisfaction des usagers.

10.12 Cadre d'intervention

Les différentes fonctions des bâtiments nécessitent la prise en compte d'un certain nombre de contraintes pour ne pas perturber le fonctionnement normal de l'établissement.

Les horaires effectifs espace par espace, sont définis en relation avec l'organisme.

Cette adaptation ne change pas les conditions financières et administratives du marché.

Les prestations et les horaires d'intervention sont définis dans les spécificités du site dans le CCTP.

10.13 Exigences relatives aux prestations

Conformément à l'article R.4513-8 du Code du travail, le CTI Sud mettra à disposition des agents du titulaire, à titre précaire et gratuit sans occupation privative et sans pouvoir établir d'autres installations fixes ni modifier celles existantes, un ou plusieurs local (aux) salubre(s) permettant :

- l'exécution de la prestation,
- l'entreposage des matériels,
- le changement de leurs effets personnels et la sécurité de ceux-ci.

Un état des lieux et un inventaire contradictoire entre les parties, seront établis préalablement à la prise en charge de ces locaux. Si au cours du marché, ceux-ci cessaient d'être conformes à la législation ou la réglementation en vigueur, le titulaire ou son responsable sur le site, devra en aviser l'organisme bénéficiaire ou son représentant. Ces modalités seront renouvelées en fin de marché ou en cas de résiliation.

En cas de dégradation, du fait des agents du titulaire, toute remise en état sera à la charge du titulaire.

Les agents du prestataire s'appliqueront à maintenir les locaux mis à leur disposition en état de propreté.

Le CTI Sud met à la disposition du titulaire la fourniture d'énergie électrique et d'eau nécessaires à l'exécution de la prestation.

ARTICLE 11 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire du marché veillera à une bonne gestion des déchets produits par les prestations.

Il devra remettre chaque mois, annexé à la facture mensuelle, le poids, en kilogrammes, de déchets recyclés.

ARTICLE 12 CERTIFICATS

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que le CTI Sud n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

En cas de non-présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

ARTICLE 13 LANGUE

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

ARTICLE 14 ASSURANCE

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause au CTI Sud en cas d'inexécution.

Conformément à l'article 9.1 du CCAG-FCS, le titulaire devra dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, prouver qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents du CTI Sud ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, au CTI Sud, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le CTI Sud de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

ARTICLE 15 SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du CTI Sud le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG-FCS, le CTI Sud doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

ARTICLE 16 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

16.1 Opération de vérification

Pour les prestations à la demande, un constat des prestations réalisées est obligatoirement déposé après l'exécution des prestations et le jour même de leur exécution, entre les mains du responsable prévu par le CTI Sud.

Pour les prestations récurrentes, le chef d'équipe doit viser chaque mois le registre de liaison tenu par l'acheteur et prendre les dispositions nécessaires pour que toutes réclamations soient satisfaites le jour même.

L'acheteur effectue régulièrement des contrôles des prestations. Un contrôle contradictoire est effectué conformément à l'article 2.5 du CCTP en présence du titulaire sur chacun des sites. L'acheteur fournit le planning prévisionnel de ces contrôles.

Au final, le CTI Sud s'attachera à un travail de qualité.

Une appréciation générale informe le titulaire du résultat de l'analyse de sa prestation.

Celui-ci apporte les réponses aux observations et à l'analyse des écarts dans le cadre d'actions correctives.

Toute contestation sur l'appréciation de la prestation peut faire l'objet d'un contre-contrôle.

En cas d'absence du chef d'équipe, un remplaçant, ayant une parfaite connaissance des locaux, sera désigné et présenté à l'acheteur.

Les vérifications des prestations seront menées dans les conditions définies dans le CCAP.

16.2 Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérifications, l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations se matérialise par la signature d'une attestation par l'acheteur ou son représentant dûment habilité. Celle-ci sera envoyée au titulaire dans un délai de 15 jours à compter de l'exécution de la prestation, par télécopie au titulaire qui la renverra signée avec sa facture au CTI Sud.

Pour les prestations régulières, la fourniture de l'attestation est mensuelle.

Si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans ce délai, la décision d'admission des prestations ou/et fournitures est réputée acquise.

Par dérogation aux articles 30.2.1 et 30.4.3 du CCAG-FCS, si la fourniture livrée s'avère défectueuse ou ne correspond pas aux spécifications du marché ou/et si la prestation exécutée ne correspond pas aux spécifications du marché, le titulaire s'engage à prendre les dispositions nécessaires afin de respecter les spécifications du marché, au plus tard dans un délai de 8 jours à compter de la date de l'ajournement ou du rejet des prestations.

ARTICLE 17 PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du CTI Sud de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS le titulaire n'est pas exonéré des pénalités ne dépassant pas 1 000 € pour l'ensemble du marché, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Les pénalités prévues dans le cadre du présent marché se cumulent sur une période mensuelle et sont déduites de la facture mensuelle du titulaire le mois suivant le calcul des pénalités. Les défaillances sont constatées au cours des contrôles, programmés ou inopinés

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, en tout état de cause, le montant total des pénalités liées à l'exécution des prestations enregistrées au cours d'une année d'exécution ne pourra excéder 25 % :

- Pour le lot 1 : du montant total du bon de commande ;
- Pour le lot 2 : du montant forfaitaire annuel des prestations régulières et ponctuelles additionnées ;

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

17.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Les articles suivants dérogent aux pénalités prévues à l'article 14.1 et suivant du CCAG-FCS.

a) Pénalités pour non-respect des horaires, des délais et des fréquences d'entretien

- *Pour les prestations récurrentes* : En cas de non-respect des fréquences contractuelles d'exécution des prestations équivalant à la non-réalisation de la prestation, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable le non-paiement de la prestation dès le premier constat et **100 € HT** par anomalie constatée à partir du second constat
- *Pour les prestations ponctuelles* : En cas de non-respect des fréquences contractuelles d'exécution des prestations équivalant à la non-réalisation de la prestation, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable le non-paiement de la prestation et **100 € HT** par anomalie constatée dès le premier constat.
En cas de report de l'exécution des prestations, sans accord préalable du CTI Sud, par rapport au planning d'exécution indiqué dans le CCTP, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de **100 € HT** par anomalie constatée à partir du second constat

b) Pénalités pour défaut de qualité

Conformément au présent CCAP, le CTI Sud effectue des contrôles de qualité sur les prestations régulières et supplémentaires exécutées au cours de chaque mois et classe les prestations de la manière suivante : Insuffisante / Médiocre / Correcte.

En cas de non-respect de ses engagements contractuels sur la qualité d'exécution des prestations définies au CCTP, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable :

- l'ajournement des prestations en cas de qualité jugée insuffisante, le titulaire est tenu d'effectuer à nouveau les prestations ajournées sans supplément de prix, dans un délai déterminé par l'administration.
- en cas de qualité jugée médiocre, des pénalités égales à 20% du prix figurant sur la facture mensuelle pour les prestations régulières ou sur la demande d'intervention pour les prestations ponctuelles.

Pénalités suite à un contrôle contradictoire

Suite au contrôle contradictoire entre le représentant du titulaire et le représentant du CTI Sud, une fiche de constatation est établie dans laquelle les pénalités sont calculées suivant la méthode suivante :

- 1- Détermination de la qualité de la prestation réalisée :

Identification spécifique des prestations :

Critère	Note 2 – Satisfait	Note 1 – Peu satisfait	Note 0 – Non satisfait
Taille des haies	Haie taillée, dépassement max 5cm	Haie taillée mais dépassement entre 5 et 10 cm	Haie non taillée ou dépassement >10cm
Taille des arbustes	Arbustes taillés correctement, forme respectée	Taille irrégulière, quelques branches non taillées	Taille non réalisée ou forme non respectée
Pelouse	Pelouse tondue, bordures légèrement irrégulières	Pelouse tondue irrégulièrement et >10cm, nombreuses zones non tondues	Pelouse non tondue ou mal entretenue
Fauchage tardif	Prairie tondue, bordures légèrement irrégulières	Prairie tondue irrégulièrement et >10cm, nombreuses zones non tondues	Prairie non tondue ou mal entretenue

Déchets verts	Quelques déchets visibles (moins de 5% de la surface)	Déchets visibles sur 5 à 15% de la surface	Déchets non ramassés, plus de 15% de la surface
Entretien des massifs	Massif désherbés, paillis propre, plantes en bon état	Entretien irrégulier, présence de mauvaises herbes	Massifs envahis, non entretenus
Entretien des arbres	Arbres en bon état, taille raisonnée si nécessaire	Tailles partielles, quelques branches mortes	Taille non réalisée, dangerosité ou mauvais état apparent
Ramassage des feuilles mortes	Feuilles entièrement ramassées, surfaces propres	Feuilles partiellement ramassées, zones négligées	Aucune intervention, feuilles mortes en grande quantité
Nettoyage et entretien du patio	Sols propres, aucune salissure, mobilier nettoyé si présent	Nettoyage partiel, salissures résiduelles	Absence de nettoyage, sol glissant ou dangereux
Entretien du système d'arrosage	Arrosage fonctionnel, vérification régulières, fuites absentes	Vérifications irrégulières petits dysfonctionnements non signalés	Dysfonctionnements graves non traités, absence de maintenance
Désinsectisation	Intervention préventive et curative réalisée selon les préconisations du cahier des charges, aucune infestation	Intervention partielle ou retardée, présence localisée de nuisibles	Aucune intervention, infestation importante constatée
Dératisation	Contrôles réguliers, pièges en place et efficaces, aucune trace de rongeurs	Présence sporadique de rongeurs, pièges mal entretenus	Aucune action, infestation avérée ou risques sanitaires

Pour les prestations ne figurant pas dans ce tableau :

Trois (3) notes possibles : Satisfait = 2 points, Peu satisfait = 1 point, Non satisfait = 0 point

2- Calcul de la note de la prestation réalisée :

Note de la prestation (nombre de points obtenus en qualité) X coefficient (attribué à chaque prestation)

3- Calcul de la note totale de toutes les prestations réalisées :

La somme des notes des prestations X par la somme des coefficients

4- Application du barème

Une fois la note des prestations calculée, les pénalités seront appliquées selon le barème suivant :

- Note comprise entre 2 et 1,75 : aucune pénalité ne sera appliquée mais un rappel de mise en conformité sera transmis à la société par le représentant de l'acheteur ;
- Note comprise entre 1,75 et 1,50 : une pénalité forfaitaire de **150 € HT** sera appliquée ;
- Note comprise entre 1,50 et 1,25 : une pénalité forfaitaire de **250 € HT** sera appliquée ;
- Note comprise entre 1,25 et 1 : une pénalité forfaitaire de **300 € HT** sera appliquée ;
- Note comprise entre 1 et 0,75 : une pénalité forfaitaire de **500 € HT** sera appliquée ;
- Note comprise entre 0,75 et 0 : une pénalité forfaitaire de **1000 € HT** sera appliquée

17.2 Pénalités diverses

Pénalités pour retard dans la restitution des badges et clés

Une pénalité de **50 € HT** par jour calendaire de retard dans la restitution des badges d'accès et des clés est appliquée.

Réfaction pour remplacement ou réparation

En cas de détérioration de tous types de revêtements ou équipements divers, ou d'endommagement de mobilier ou accessoires, il est prélevé une pénalité égale au montant des frais de réparation ou de remise en

état en cas de non-respect de son obligation de réfection ou remplacement dans le délai de 5 semaines maximum.

Pénalité pour retard dans la remise des documents

Une pénalité de **30 € HT par semaine de retard** (7 jours ouvrés) s'applique en cas de retard dans la remise des documents suivants :

- Planning d'exécution de l'ensemble des prestations, à transmettre dès la notification du marché.
- Communication des copies de titres de résidence et autorisations de travail des personnels étrangers à transmettre dès la notification du marché.
- Liste nominative des personnels et mise à jour de la liste dès la notification du marché.
- Communication des fiches techniques de tous les produits utilisés à transmettre dès le début du marché.
- Récapitulatif de toutes les interventions contenant notamment le poids, en kilogrammes, de déchets recyclés.

Pénalité pour non-respect de la clause relative au plan de continuité d'activité (article 8.3.4 du présent CCAP)

En cas de retard ou d'absence de transmission du PCA à l'acheteur par le titulaire dans un délai de 3 mois après notification du marché, une pénalité de **200 € HT** par semaine de retard (7 jours ouvrés) s'applique.

Pénalité pour non-respect de la clause environnementale

En cas de manquement constaté aux préconisations contenues dans cette clause, une pénalité forfaitaire de **100 € HT/manquement constaté** sera appliqué.

Respect de la production périodique des attestations fiscales et sociales

En cas de non-présentation des attestations fiscales et sociales selon la période fixée et après lancement d'une mise en demeure restée sans réponse au terme d'un délai de 15 jours, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité de **500 € HT** par jour de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant minimum du marché.

17.3 Application de réfections

Conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS, l'acheteur peut admettre les prestations avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées s'il estime qu'elles ne sont pas entièrement conformes aux stipulations du marché.

Le titulaire a une obligation de résultat, en cas de manquement, l'acheteur adresse une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception lui notifiant le projet de réfaction applicable sur la facture mensuelle du mois concerné. Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de 5 jours à compter de la réception pour présenter ses observations. En cas de silence du titulaire, passé ce délai, celui-ci est considéré comme ayant accepté la réfaction.

17.4 Application de réfections dérogatoires

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsqu'une prestation sera effectuée de manière défectueuse, en partie ou en totalité, ou lorsqu'une préconisation ne sera pas respectée, le titulaire encourra des pénalités dans les conditions suivantes :

- les opérations qui n'auront été exécutées que partiellement donneront lieu à l'application d'une réfaction de **50,00 € HT** par manquement constaté,
- absence de personnel non remplacé : **50,00 € HT** par jour d'absence et par personne à partir du premier jour,
- non-respect des mesures de sécurité : **50,00 € HT** par manquement constaté,
- non-respect du mémoire technique du titulaire : **100,00 € HT** par manquement constaté,
- le titulaire devra doter le personnel d'exécution des EPI conformes à la législation en vigueur : **50,00 € HT** par manquement constaté.
- non communication des documents administratifs dans les délais impartis : **50,00 € HT** par infraction constatée.

- pénalité à la suite de trois demandes de remise en conformité par le représentant du GSBdD concerné suite aux contrôles contradictoires : **150,00 € HT** par tranche de trois rappels.
- non intervention dans le délai contractuel du responsable de site en cas d'appel : **50,00 € HT** par infraction constatée.

ARTICLE 18 RESILIATION

Le CTI Sud peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ou le CCAG-FCS, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure (articles 5 et 6 du CCAP) ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS (Chapitre VII). Le CTI Sud se réserve le droit d'appliquer ces dernières.

Sans réponse satisfaisante du titulaire à la mise en demeure, le CTI Sud peut alors passer un marché de substitution avec d'autres prestataires, aux frais et risques du prestataire déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS et dans le cas où l'application des conditions supra conduit à une variation de prix supérieure à 3 % par an, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier sans indemnité le marché.

ARTICLE 19 REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du code de procédure civile.

Dans la négative, le tribunal judiciaire de Bordeaux est compétent pour les litiges issus du présent marché, dont les coordonnées sont les suivantes :

Le Tribunal Judiciaire de BORDEAUX
30 Rue des Frères Bonie
33000 BORDEAUX

ARTICLE 20 DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Articles du contrat dans lesquels sont introduites ces dérogations
4.1	7
3.6	15
30.2.1 et 30.4.3	16.2
14.1.2 et 14.1.3	17
14.1	17.1
30.3	17.3
14	17.4
38 à 45	18